

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 7 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG

29 Rue Marie Faché
52410 Chamouilley

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 décembre 2024 dans l'établissement DERICHEBOURG implanté 29 Rue Marie Faché 52410 Chamouilley. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'instruction d'une demande de cas par cas dans un premier temps, puis dans le cadre de l'instruction d'un porté à connaissance concernant les modification des conditions d'exploiter du site, notamment un agrandissement de celui-ci.

La visite a également été réalisée afin de vérifier de l'ancienneté de la cisaille, et ainsi de pouvoir faire potentiellement bénéficier à l'exploitant de l'antériorité d'une rubrique classée, auparavant à déclaration, eu égard au volume traité chaque jour pour l'activité de cisailage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG
- 29 Rue Marie Faché 52410 Chamouilley
- Code AIOT : 0005702276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de confirmer que la cisaille présente sur le site, était bien celle commandée et installée lors du départ de l'activité sur le site. Elle était toujours positionnée géographiquement sur le site comme lors de son installation.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis les éléments suivant justifiant l'antériorité du matériel, et de ses capacités :

- Facture cisaille AKROS datée du 31 aout 2001
(cisaille CIV, version 808, numéro de commande 8183C, année de fabrication 2001)
- Rapport de visite 2008 AKROS (cisaille CIV, 808, réf 8183C)
- Contrat de maintenance 2023
(cisaille CIV, version 808, numéro de série 8183, année de fabrication 2001)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2000, article 3
Thème(s) : Autre, cisailage
Prescription contrôlée : Puissance cisaille déclarée 200 Kw et activité de cisailage de métaux : 9 T/ jr maxi.
Constats : <p>La visite réalisée sur place en date du 2 décembre 2024 a permis de constater que la cisaille hydraulique correspondait bien au modèle présent en lieu et place, dès l'autorisation délivrée en 2000.</p> <p>L'exploitant actuel a fourni les documents relatifs à la mise en place de ce matériel.</p> <p>En effet, à cette période, ce matériel était classé sous la rubrique 2560-2 : Travail mécanique des métaux et alliage.</p> <p>Le seuil de classement pour cette rubrique était traduit par la puissance électrique effective du matériel soit 220 kW, et était alors, soumis à déclaration.</p> <p>Le volume de traitement quotidien, n'était alors pas pris en compte mais déjà supérieur au seuil actuel de 9 T/j.</p> <p>Cependant la nomenclature a évolué début des années 2010. Ce changement s'est traduit par un abandon de la puissance électrique au profit d'un volume quotidien de traitement.</p> <p>Le seuil déclaratif étant 9 T/jr, l'exploitant a choisi ce tonnage, plus en relation avec son précédent classement, sans réellement se soucier de son réel volume de traitement quotidien.</p> <p>En définitive, celui-ci était habituellement dépassé, sachant le fonctionnement habituel de la cisaille permettait de dépasser techniquement ce seuil.</p> <p>Il ressort après étude du dossier que dans des porter à connaissance récents, l'exploitant faisait déjà mention de ce problème précédemment.</p> <p>Le classement autorisé ne correspond ainsi pas au volume traité quotidiennement, qui est resté le même depuis l'arrêté d'autorisation initial de 2000.</p> <p>Cette demande avait déjà reçu un positionnement de l'inspection de non substantialité, relative à l'augmentation du volume de traitement de 9T/j à 30 T/jr, plus en correspondance avec le traitement réel.</p> <p>En foi de quoi, l'antériorité du seuil de l'autorisation pourrait être accordé à l'exploitant actuel.</p> <p>Cette rubrique sera donc mis à jour avec un seuil de 30T/j dans l'arrêté préfectoral complémentaire faisant suite au dernier porter à connaissance déposé le 8 novembre 2024.</p> <p>Il a par ailleurs été constaté que l'exploitation de la cisaille ne présentait pas le jour de visite de</p>

nuisances réelles. Par ailleurs, le stockage des matières est assuré autour de la cisaille de manière à minimiser tout départ d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite